

## Les rêves de confédéralisme et de refédéralisation vont s'annuler

■ Deux camps s'affrontent pour l'avenir institutionnel de la Belgique.

Analyse Frédéric Chardon

Alexander De Croo commence à énerver sérieusement les flamingants. Ce week-end, le vice-Premier ministre Open VLD a été la cible de sarcasmes nationalistes flamands. Dans une grande interview accordée à "La Libre". Alexander De Croo s'en prenait à la pesanteur du système institutionnel belge actuel "qui a été conçu pour ne pas décider rapidement".

Défenseur de la refédéralisation de certains paquets de compétences, il se disait également allergique au confédéralisme proposé par la N-VA. "L'idée du confédéralisme, c'est de créer le conflit permanent", affirmait-il. En lien avec cette position, Alexander De Croo est favorable à la création d'une circonscription électorale à l'échelle du pays pour désigner une partie des députés. Contacté dimanche, le parti de Bart De Wever, allié à l'Open VLD au fédéral et à la Région flamande, n'a pas souhaité réagir à la critique frontale du confédéralisme et à la volonté de renforcer le pouvoir fédéral de la part du vice-Premier ministre libéral flamand.

"Le rêve humide du FDF"

Par contre, le Vlaams Belang ne l'a pas raté: "La proposition de De Croo pour une circonscription fédérale, c'est le rêve humide du FDF"

(sic), a ironisé la députée fédérale Barbara Pas. "Si vous voulez plus de démocratie, il faut mettre fin à la Belgique." Dans un registre tout aussi acide, Hendrik Vuye, député indépendant ex-N-VA, a twitté: "La circonscription fédérale, ça me fait bien rire... Je suis impatient de voir les débats entre De Croo et Charles Michel: pourquoi voter Open VLD et pas MR ? Et les débats opposants Di Rupo à Crombez, Wouter Beke à Benoît Lutgen..."

Au-delà des petites phrases assassines, si l'on prend un peu de recul sur cette polémique du week-end, la Belgique semble arrivée à un carrefour sur le plan des idées institutionnelles. Deux camps s'affrontent: les "refédéralistes" (Open VLD, Groen, les Jeunes CD&V, les Jeunes MR, quelques intellectuels...) et les "confédéralistes" (N-VA et autres nationalistes flamands...). La N-VA est certes plus prudente sur ses revendications institutionnelles depuis qu'elle est au pouvoir au fédéral. Le plus grand parti du pays mènera la campagne électorale de 2019 sur la sécurité, l'identité et les réformes socio-économiques, c'est annoncé. Mais il y aura bien entendu, aussi, du communautaire dans ses tracts électoraux. En tout cas, Jan Jambon, vice-Premier ministre N-VA, a annoncé la couleur dans nos colonnes en juin dernier: "En 2019, le confédéralisme sera dans le programme électoral de la N-VA. On va de nouveau tenter de réaliser cela, c'est clair. [...] Le confédéralisme serait déjà une bonne étape vers l'indépendance."

Alors, que va-t-il se passer après

les élections fédérales et régionales de 2019 ? Osons un pronostic: refédéralisation et confédéralisme vont se neutraliser et le prochain gouvernement fédéral devrait avoir, de nouveau, un programme essentiellement socio-économique. Que la N-VA soit à bord de la majorité ou non. Aucun des deux systèmes de pensée ne devrait avoir une majorité tellement large qu'elle lui permettrait de réviser la Constitution et les lois spéciales institutionnelles.

Confédéralisme, mais retour du PS...

Ce scénario est d'autant plus probable que la présence de la N-VA au pouvoir au fédéral a rendu le communautaire moins sexy au Nord du pays. Grâce à la "suédoise", la Flandre peut avoir la politique de centre-droit qu'elle réclamait. A la N-VA, la tendance est plutôt à la reconduction du gouvernement Michel. Alors, pourquoi déstabiliser les rouages des pouvoirs publics en provoquant une hypothétique vague de régionalisation négociée dans la douleur et avec d'énormes concessions à consentir par les troupes de Bart De Wever (le retour du PS au pouvoir, etc.) ?

Inversement, à moins que la N-VA ne s'effondre dans les urnes, son poids politique devrait empêcher d'aboutir à une refédéralisation qui prendrait le contre-pied de l'histoire belge. Faute de consensus suffisant dans un sens ou dans un autre, il est à parier que c'est le statu quo qui l'emportera pour des raisons purement pragmatiques.